

Questions à Christophe de Maistre, Président de Siemens France

En marge des universités d'été du Medef, Guy Fages, Rédacteur en chef de la webTV de l'industrie Manufacturing.fr, a interrogé le nouveau patron de Siemens France sur l'état de l'industrie et son avenir, qui passera par l'intégration toujours plus importante des technologies numériques dans les usines.

Comment vont les affaires au second semestre ?

Difficile de se faire une idée sur les mois de juillet et d'août. Il faudra attendre les résultats de la rentrée. On observe que l'industrie a atteint un certain point bas. On



peut espérer un rebond, mais il faudra des efforts soutenus pour revenir aux niveaux record de 2008. L'industrie est dans une certaine stagnation, je pense qu'on a capacité à rebondir mais cela peut prendre encore un certain temps.

Dans un monde globalisé, ne faudrait-il pas une politique industrielle au niveau de l'Europe ?

Pour un acteur comme Siemens, qui est européen et mondial, l'avenir s'inscrit résolument dans un cadre européen. Pour amortir les coûts de développement d'un certain nombre de produits, il faut avoir une vision qui ne se borne pas à l'horizon d'un pays. Dans ce sens, l'Europe doit se définir un cadre réglementaire innovant et qui permette de définir une politique de croissance forte. L'avenir est aussi ailleurs. En Chine et dans tous les pays émergents d'une manière générale, Siemens, dans le domaine de l'industrie et de l'automatisme, a pris le problème à bras le corps depuis longtemps. Le groupe bénéficie désormais d'une implantation très forte. Le groupe a aussi fait des efforts renouvelés face à son principal concurrent dans le domaine aux Etats-Unis. Ouvrir les marchés et favoriser la concurrence entre les acteurs est un élément du dynamisme de l'activité, et cela est intéressant pour l'ensemble des acteurs. Selon moi, pour l'instant, l'Europe se caractérise par un manque de réglementation claire. Elle doit

créer les facteurs permettant la consolidation du marché, pour offrir un cadre réglementaire qui soit puissant et innovant, de manière à pouvoir développer, dans l'ensemble des métiers de l'automatisme qui sont des éléments forts de l'Europe, un dynamisme nouveau.

« L'usine France » a-t-elle un intérêt pour un groupe né en Allemagne ?

Nous avons 7 usines, 7 000 employés et 9 centres de compétences en France. Nous achetons régulièrement des entreprises, notamment dans le domaine du numérique, de l'intelligence et de tout ce qui est lié à la simulation avec, dernièrement, LMS et Preactor. Nous sommes un acteur moteur et volontaire pour utiliser le génie logiciel français afin de développer ces applications connexes qui vont s'intégrer dans l'industrie.

Quels sont les grands défis techniques de demain ?

L'usine numérique est un véritable défi pour l'avenir. Mais cela implique d'avoir de vraies usines automatisées et de pouvoir vraiment les moderniser et intégrer l'outil de simulation dans la chaîne de valeur des entreprises. C'est une dimension nouvelle où la France a des acteurs forts, et pas uniquement des grands acteurs, mais tout un tissu de sociétés qui ont une valeur ajoutée que l'on peut développer.

L'usine numérique est-elle réellement descendue dans les ateliers ?

Cela prend un certain temps mais c'est le défi des entrepreneurs.

Siemens a été un acteur fort de la troisième révolution industrielle et nous voulons participer à la quatrième, celle qui intégrera véritablement les outils numériques et la simulation dans les outils existants. Pas pour les remplacer, mais pour les faire évoluer vers une intelligence plus forte. C'est une accélération importante du processus et qui induit, pour l'ensemble de nos ingénieurs, des défis nouveaux : passer d'un métier très basé sur du matériel à « imaginer l'avenir » et simuler. Cela nécessitera aussi, dans le futur, des efforts des pouvoirs publics en termes de formation des ingénieurs. Nous allons d'ailleurs bientôt lancer une initiative forte en France sur ce domaine...

C'est-à-dire ?

Il y a une possibilité de créer une force importante en faisant la démonstration de ce que cette technologie peut apporter, pas uniquement dans l'automobile mais dans beaucoup d'autres industries. Car elle ne gère pas uniquement l'usine numérique en tant que telle, mais elle s'occupe de l'ensemble de la gestion de flux des matières et de l'intelligence dans une entreprise. Il s'agit d'une intégration IT de l'entreprise, qui ne concerne plus uniquement le centre de fabrication.

Qui va gagner la bataille, le soft ou le hard ?

La bataille sera gagnée par les fabricants, les OEM et les installateurs, ceux qui seront capables de maîtriser cette technologie sophistiquée. A mon avis, l'Europe a un avantage par son tissu industriel existant, par sa connaissance des défis, notamment dans les principaux secteurs concernés par cette révolution. Elle a un terreau favorable, encore faut-il l'utiliser et à la bonne échelle. Il faut d'abord créer les conditions qui permettront le développement.

La cybercriminalité ? Comment lutter contre ?

Ce danger est déjà très présent. L'affaire Stuxnet a prouvé que cela pouvait être un danger réel. Depuis, on a regardé de très près comment protéger nos outils matériels et logiciels pour que les applications ne soient pas déviées de leur cours normal. Il y a des hackers dans tous les domaines. C'est un problème qui concerne l'ensemble de la société numérique. Il y a des normes à suivre et des investissements à réaliser, sur lesquels nous sommes particulièrement actifs.

Une smart-city, est-ce très différent d'une smart-industrie ?

La smart-city se rejoint avec la smart-industrie, car l'intelligence que nous avons dans les usines et ce qui a été utilisé depuis le début dans l'industrie arrive maintenant pour faciliter la gestion des villes qui sont confrontées à des défis similaires, comme la modernisation d'infrastructures existantes. L'automatisation de la ligne 1 du métro parisien en est un bon exemple. C'est la ligne la plus ancienne – elle a 116 ans – et la plus compliquée de la RATP. Et, surtout, elle n'avait pas été conçue pour l'automatisation. Mais finalement, l'automatisme a permis d'augmenter sa capacité de l'ordre de 25 % sans la remettre en cause et sans créer une autre ligne, chose impossible dans une agglomération comme Paris. ■

Retrouvez
cette interview
en vidéo
sur

 MANUFACTURING.FR



Précis.



08.-10.10.2013
Paris, Porte de
Versailles, France
Hall 7.2, Stand G13



Il n'y a pas l'ombre d'un doute, grâce à leur visée unique à double laser, nos capteurs CTlaser garantissent une précision de visée inégalée.

Cela vous intéresse, des pyromètres particulièrement rapides, robustes, légers, individualisés et à prix avantageux pour mesurer sans contact les températures entre -50°C et +2200°C ? Ou les caméras infrarouges ? Alors RdV sur : www.optris.fr